



Cruautés des Boches à Somme-Leuze.

mêmes; je ne doute pas qu'ils ne puissent le faire. Nous mettrons alors toute notre aide à leur disposition. S'ils ne le font pas, nous attendrons avec patience et sympathie leur guérison et leur réveil. »

Foch lança une proclamation aux troupes :

« Vous avez gagné la plus grande bataille de l'histoire et sauvé la cause la plus sacrée : la liberté du monde. »

Pétain de son côté en lança une autre, ainsi que nous l'avons déjà dit.

Notre gouvernement se trouvait à Bruges, la

ville était pavloisée depuis la délivrance. Les cloches des vieilles halles sonnaient le triomphe. Une joie indescriptible régna parmi les civils et les soldats. Elle fut néanmoins troublée par l'inquiétude et le deuil occasionnés par la grippe.

Le Roi était à Lophem.

Il plut le lundi, la nature était sombre. Le ciel s'éclaircit le lendemain; le mercredi il avait gelé. Sous un soleil magnifique par un temps doux d'hiver, le Roi, la Reine et le prince héritier, à la tête d'une division d'armée, firent leur entrée à Gand.



Le général Pétain.

La ville était ornée aux couleurs nationales. Il y régnait une gaieté universelle. Les cloches sonnaient, le carillon jouait.

Des milliers de citoyens se pressaient dans la ville ; devant les fenêtres étaient exposés des cuivres et des laines, butin réquisitionné par les Allemands, mais caché habilement. Les campagnards affluaient de plusieurs heures à la ronde, plusieurs roulaient en bicyclette qu'ils avaient soustrait aux réquisitions allemandes.

« Le Roi arrive à Gand ! » la nouvelle s'était répandue dans toute la Flandre orientale.

La population avait horriblement souffert. La déportation y avait sévi d'une façon intense.

Les environs étaient couverts de ruines et de destruction, cet aspect fit comprendre le bonheur d'avoir échappé au bombardement. Gand aurait pu être détruit. Deynze, situé à 17 km. de là, était saccagé. Audenaerde, à 25 km. au sud avait, subi le même sort. Du côté de l'ouest les ruines de Somergem, Landegem et d'autres villages, au nord les localités situées derrière le canal de Terneuzen, témoignaient de l'intensité des combats qui y furent livrés.

L'entrée du couple royal eut lieu dans l'avant-midi. Depuis longtemps les spectateurs étaient rangés en plusieurs lignes de profondeur des deux côtés des rues, toutes ornées des couleurs nationales. Les visiteurs arrivèrent à cheval entourés d'un brillant état-major. Quelles puissantes acclamations montaient de cette foule !

Beaucoup de spectateurs pleuraient ! Les soldats portaient des fleurs au fusil, aux gourdes, sur le sac. Des acclamations sans fin s'adressaient aux soldats marchant fièrement aux sons des musiques.

Une réception eut lieu à l'hôtel de ville. Le faisant fonction bourgmestre, Monsieur Anseele, salua le couple royal, au nom de la ville. Le Roi répondit à son discours. Les princes furent reçus au gouvernement provincial dans l'après-midi.

C'est avec enthousiasme que Gand reçut les libérateurs, le Roi et la Reine. Et cependant la ville était épuisée. L'approvisionnement laissait à désirer, le mécontentement courait dans tous les rangs du peuple. Nous écrivions en ces jours :

« Les derniers champs de bataille s'étendent, près de Gand. Le pays de ruines commence à

15 km. de la cité, je sens le besoin de les quitter parfois pour séjourner quelques heures en ville. Cependant on ne trouve de distraction que dans la chambre d'un ami et non dans la rue. A sept heures du soir elles sont désertes ; dans la rue de Flandre, des Champs, au Kouter, au marché au Blé, donc au centre de la ville, il n'y a pas une âme.

D'ici de là brûle une lanterne ; l'économie du gaz est poussée à l'extrême.

Le mécontentement est comprimé pour le moment, mais il couve ; il ne tardera pas à se manifester. Il n'y a plus de sécurité non seulement en dehors de la ville, mais aussi dans les quartiers éloignés. Cela devient inquiétant. Des dispositions sont prises pour une meilleure organisation de la police rurale, la chose est de toute urgence.

Tout le monde est agité, mécontent, remuant. Chaque classe de la société se croit exploitée. Les murs sont tapissés d'affiches annonçant des réunions, des meetings où seront prises des mesures pour l'amélioration du sort de chacun. Aux vitrines des magasins sont collées des bandes de papier avec l'inscription : « Nous demandons la liberté du commerce ». Des groupes de chômeurs se promènent en maugréant, ils ne comprennent pas que tout n'est pas immédiatement remis en ordre.

L'Escaut et la Lys ne sont pas navigables à cause des ponts et des écluses détruits, cependant l'arrivage de matériaux est indispensable pour la reconstruction des villages saccagés et détruits. Le canal de la Lys à l'Escaut (Courtrai-Bossuyt) ainsi que celui de la Lys à Roulers est à sec. La navigation est possible entre Gand et Anvers. D'Audenaerde à Gand, le seul moyen de communication est... une diligence attelée de trois chevaux, elle fait dix kilomètres à l'heure. Les piétons grouillent sur les routes.

Sur le canal Gand-Terneuzen flottent des bateaux. On y travaille activement à l'enlèvement des moyens d'obstruction accumulés par les Allemands. tels que les bateaux et torpilleurs coulés, des ponts détruits. Les bateaux à vapeur pourront bientôt arriver à Gand.

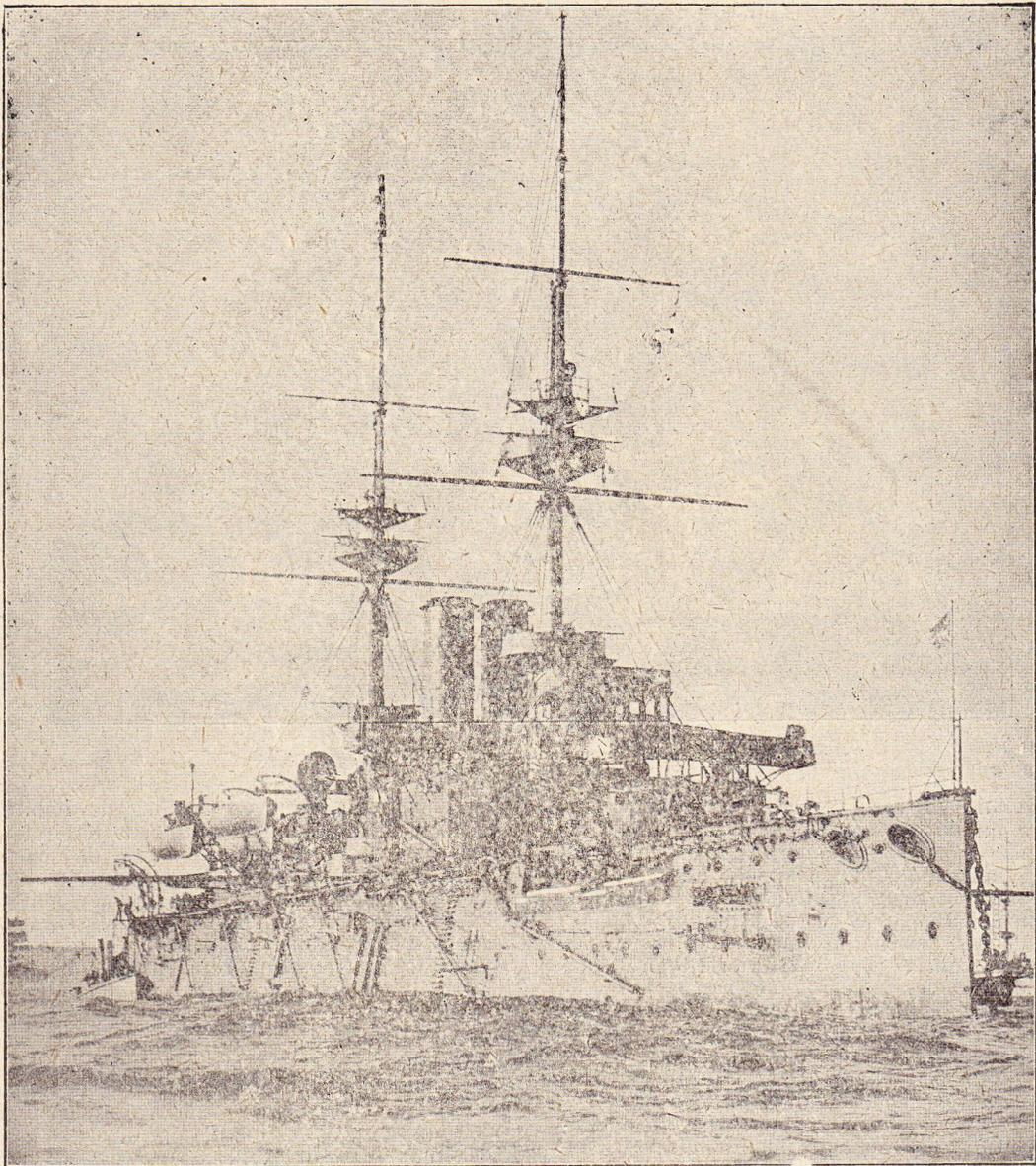
Un commerce inique se pratiquait d'une façon intense depuis quelques jours : la fraude de marks.

On cite huit millions de marks échangés, on avait compté sur un milliard. Des paysans arrivaient à la ville avec des valises remplies de papier allemands. Mais combien n'en pénétrèrent dans le pays par les sentiers isolés le long de la frontière !

« Pourquoi n'a-t-on pas fait estampiller immédiatement les marks se trouvant à l'intérieur du pays », c'est ce que se demande maintenant le critique. Certaines localités de la frontière étaient devenues des marchés d'argent, on fraudait jusqu'au dernier moment. Des gredins passaient la frontière jusqu'à deux fois par jour, le matin et le soir. Ils savaient bien dans quelles villes l'échange était terminé et où il se continuait. Echanger est à proprement trop dit. En dehors d'une petite somme d'argent on reçut un récipient. De plusieurs côtés on exige maintenant que pour les grands imports une enquête se fasse pour en établir la provenance. Le peuple demande aussi que des mesures très sévères soient prises contre ceux qui ont fait le commerce avec les Allemands. Il ne faut pas qu'ils soient mis sur le même pied que les citoyens qui n'ont pas voulu s'enrichir au détriment de la patrie.

On put se rendre facilement compte à moins d'être aveugle que des jours sombres s'annonçaient, mais la première joie causée par le retour des soldats fit passer ces questions momentanément à l'arrière-plan.

Voyons maintenant comment les choses se passaient à l'intérieur du pays.



Le cuirassé anglais "Majestic", coulé par les Allemands.

Après l'armistice à Malines, à Anvers et à Liège. -- La retraite des Allemands.

Nous avons vu comment la révolte avait éclaté parmi les soldats allemands à Bruxelles. Le conseil des soldats était en pourparlers avec le gouvernement Belge quand l'armistice fut signé.

La joie était mêlée d'inquiétude. Des civils fraternisaient avec les soldats, on se demandait si le bolchevisme n'entamerait pas le pays.

La question fut même agitée à Lophem.

Ce village près de Bruges s'est acquis une certaine renommée au lendemain des hostilités : là fut organisé le nouveau gouvernement qui se présenterait devant les Chambres à Bruxelles. Le Roi y reçut des personnages politiques. Il y fut décidé d'instaurer le suffrage universel à 21 ans pour la Chambre et pour le Sénat.

Le ministère fut constitué sous la présidence de M. Delacroix.

Dans sa composition il fut tenu compte de la force proportionnelle des différents partis, ainsi que des deux branches linguistiques qui forment la nation. Plusieurs ministres qui avaient siégé à Ste-Adresse démissionnèrent pour faire place à des politiciens influents restés au pays. Il fut en outre

tenu compte des mérites personnels de tous ceux qui s'étaient dévoués pour la grande cause de la Patrie.

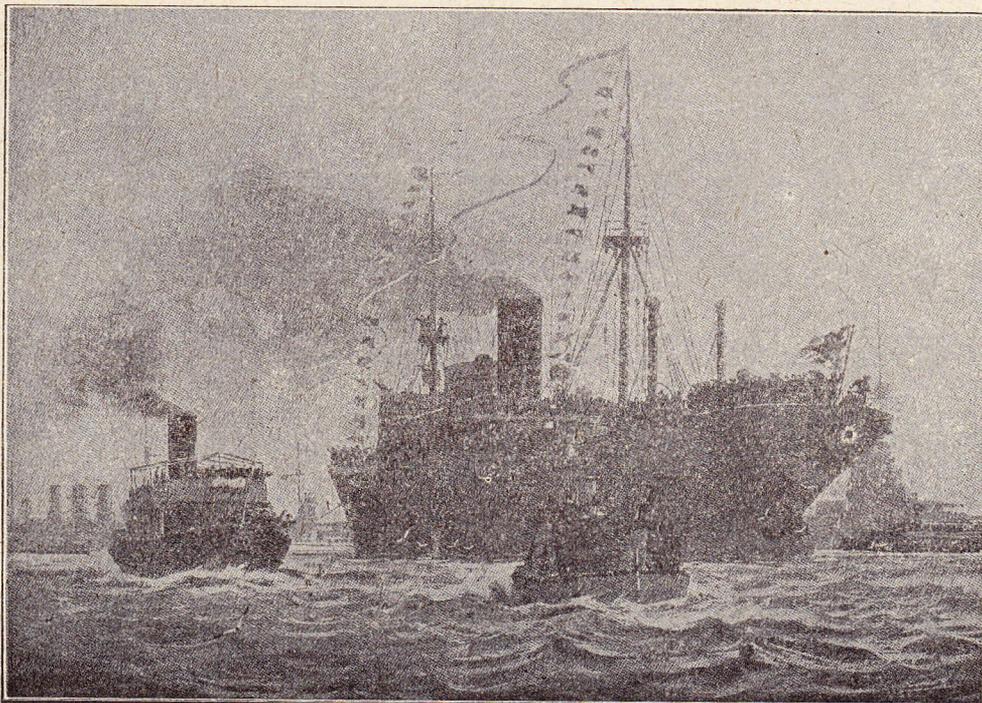
Le nouveau premier, M. Delacroix était un inconnu dans la politique. Il était président du tribunal d'appel de Bruxelles et on apprit seulement maintenant qu'il avait eu une part très large dans la publication de la clandestine « La Libre Belgique ».

Ce journal introuvable, cauchemar de von Bisping, fut — comme nos lecteurs le savent — fondé presque immédiatement après le départ des autorités Belges. Elle avait pour promoteur Victor Jourdain, directeur du grand organe catholique « Le Patriote », qui parut ainsi pendant toute l'occupation. M. Jourdain ne vit pas la délivrance de sa Patrie. Il mourut quelques mois avant l'armistice. M. Delacroix prit la direction de « La Libre Belgique ».

Le retour dans le ministère du baron de Broqueville fut salué avec une satisfaction universelle. Personne n'avait oublié qu'il avait été l'un des grands organisateurs de la victoire.

Ce gouvernement composé de tous les partis fut dénommé le ministère de « L'Union sacrée ».

Le retour à Bruxelles fut réglé dans ses détails. Les villes étaient encore isolées. Venir de la Flan-



Le corsaire « Wolf » retournant de sa tournée au port de Kiel.

dre occidentale à Bruxelles était à cette époque entreprendre un voyage extrêmement fatigant.

La première ligne de chemin de fer en état était celle de Dunkerque, Furnes, Dixmude, Cortemarck, Tourhout, Bruges ; plus tard elle fut réfectionnée jusqu'à Bruges et Gand. Aux environs de Gand les dégâts causés à la voie étaient très conséquents. Le tronçon Gand St-Pierre-Meirelbeke, donc Gand-Bruxelles était rompue par suite de la destruction des viaducs. On établit rapidement une ligne de liaison. Il y eut un train par jour qui mit parfois vingt-quatre heures pour faire le trajet entre Gand et Bruges. Les rares trains furent pris d'assaut; quoiqu'on se trouvait dans des voitures dont les vitres étaient brisées. Les voyageurs étaient exposés au vent, à la pluie à toutes les intempéries de la saison.

Mais les milliers et les milliers de personnes qui erraient partout voulaient retourner chez elles. Les soldats qui durent se déplacer rendirent le mouvement encore plus intense. Le plus grand nombre de personnes étaient cependant contraints de marcher à pied. Le long des chemins s'allongeaient des files d'hommes, de jeunes gens, la plupart avaient été réquisitionnés par l'armée en retraite; ils retournaient en Flandre occidentale et en Flandre orientale. Ils avançaient lentement, se trainant par des routes interminables, dans le vent, la pluie, la boue, affaiblis et malades.

Quel bonheur quand ils eurent l'occasion de rouler sur un certain temps en auto ou sur un camion.

Sur le mémorial érigé dans les villages se trouve inscrit le nom de plus d'une victime, qui n'atteignirent plus leur maison après la libération du pays, ceux-là mourraient de misère pendant leur retour.

Entretiens les Allemands se retirèrent de plus en plus suivant les conventions établies. Mais les localités restaient isolées, on ne sut que peu de chose de ce qui se passait ailleurs que chez soi.

L'armistice fut salué à Malines avec la plus grande joie. Les drapeaux apparurent instantanément.

C'était à Malines qu'arriva l'état-major de l'armée allemande de l'Yser. Ces messieurs, qui régnaient à Thielt en despotes ; ce fut d'abord Wur-

temberg, puis Sixte von Arnim. Ils habitaient la maison de M. Calle, la plus belle habitation de la ville. Thielt était l'Eldorado des orgueilleux officiers prussiens. Ils exigeaient pour eux les meilleures maisons; les propriétaires devaient les délaisser en quelques heures. Ils chassèrent les religieuses de l'établissement des « Dames de Biervliet » et le transformèrent en « Ludwiggkaserne ». Le bâtiment avait coûté deux millions, les troupes si bien organisées y firent pour un million et demi des déprédations.

Le duc de Wurtemberg, commandant du corps de l'Yser, connaissait peu de chose des affaires du « Krieg », il se fia complètement sur le général Jelsen; il dut finalement faire place à Sixt von Arnim, qui pas plus que son prédécesseur ne parvint à passer l'Yser.

En avril 1918 ces messieurs déménagèrent en destination de Courtrai, puis vers Roubaix. Ils pensaient suivre leur armée à Hazebrouck, quand bien malgré eux ils revinrent à Thielt, bien déçus. Ce n'était pas encore le départ pour Calais, mais ils n'avaient cependant pas oubliés leurs prétentions de grandeur. Dans leur fuite ils enlevaient à Courtrai une vingtaine de tapis de la maison communale; ils exigeaient du bourgmestre de Thielt une livraison de garnitures, des meubles, etc.; à concurrence d'une somme de 350 mille francs. Une semaine après, tout l'état-major partit de nouveau mais ils ne revinrent plus, Thielt était débarrassé définitivement.

Sixt von Arnim reconnut à un échevin de Malines son impuissance à endiguer la révolte et il crut prudent de disparaître rapidement.

L'armistice était signé. M. Frans Verhavert écrit dans son ouvrage : « Les Allemands à Malines », ce qui suit à propos des jours de la libération :

« Que dire du Te Deum solennel qui fut chanté dans l'église métropolitaine le vendredi 15 novembre à l'occasion de la fête patronale du Roi? Ce n'était plus comme les autres années dans le but d'implorer la bénédiction du ciel sur notre Roi et son armée, mais pour remercier le Dieu des armées pour la délivrance.

Dans le temple, jadis si vaste, en pareille circonstance il n'y eut pas une seule place inoccupée. Chacun connaît la situation actuelle dans laquelle se trouve notre église et il est facile à comprendre dès lors qu'une grande partie de l'immense foule accourue ne put entrer.

Le Te Deum commence.

Monsieur Denyn (1) étant encore absent, ce fut M. J. Van Beers qui le remplaça comme carillonneur.

Le lundi 27 janvier au grand étonnement et de la joie de beaucoup il fit retentir la Brabançonne et l'hymne national anglais « God save the King ». Beaucoup de concitoyens ignoraient totalement son retour.

Le soir ce furent des nouvelles sonneries de cloches et un concert de carillon. La tour et les Halles étaient illuminées avec des lampes électriques pendant toute la soirée ainsi que les trois jours suivants.

Le 17 novembre, dimanche, ce fut une nouvelle fête. Le lieu de réunion générale était naturellement le Grand Marché.

A 11 heures dans l'avant-midi, plusieurs sociétés vinrent donner des sérénades devant le nouvel hôtel de ville.

A 11 heures 1/2, au son du grand Salvator, Son Eminence, le Cardinal Mercier, ainsi que Mgr Le Graive, évêque auxiliaire, entouré du conseil communal apparurent au balcon. M. Hertsens, f.f. bourgmestre, M. l'avocat Van den Hende, échevin, et M. Lamborelle, représentant, prirent tour à tour la parole devant la foule.

Ils remercièrent les habitants de Malines pour l'admirable manifestation de leur patriotisme, et annoncèrent au public que notre Roi bien-aimé Albert reprendrait vendredi prochain possession de sa capitale. L'empire allemand avait fini d'exister, il avait couvert les dernières pages de son histoire avec du sang, de la honte, du déshonneur!...

L'enthousiasme ne connut plus de bornes; une jubilation bruyante s'empara de la foule, chapeaux et casquettes furent jetés en l'air, les mouchoirs furent agités, des cris répétés s'élevaient de « Vive la Belgique! Vive le Roi! Vivent nos vaillants soldats! »

La conduite de tous les citoyens n'avait pas été digne à l'armistice. Ici aussi se révéla la classe des mercantils, qui achetaient aux Allemands tout ce qu'ils purent. Il y eut des scènes de pillage. Une foule considérable se rendit à la gare de formation de Muisen, où étaient accumulées de grandes provisions dans des wagons. Ils furent ouverts, on transporta le butin au moyen de charrettes, et de brochettes. La garde-civique était rétablie mais que ferait-elle dans une situation aussi critique? C'étaient des jours de transition, donc les jours sans gouvernement. »

Le 18 novembre Malines vit entrer les premières troupes, quoique des soldats étaient déjà revenus chez eux.

Nous citons de nouveau l'ouvrage de Verhavert :

« L'entrée eut lieu sous le bourdonnement du puissant Salvator, qui fit entendre ses sons retentissants sur la cité de la Dyle en fête, il proclama au loin : « La Belgique est libre! Nos héros sont là. » Malines était en délire.

Au balcon du nouvel hôtel de ville se trouvaient, comme la veille, son Eminence le cardinal Mercier et tout le conseil communal. Son Eminence adressa à tous un mot d'hommage et de remerciements pour les services rendus à la patrie. Une mer de monde se presse sur le Grand Marché répétant sans cesse: « Vive la Belgique! Vivent nos héros. » De

nouvelles ovations éclataient à tout moment. Il n'y eut pas de fin à ces acclamations.

En fin de compte, Malines reçut solennellement le dimanche 1 décembre son vénéré bourgmestre, M. Charles Dessain, de retour de l'exil en Allemagne.

Avec beaucoup d'autres citoyens et de prêtres, il avait été condamné à une année de réclusion en Allemagne.

On sut bien pourquoi les Allemands avaient exilé l'estimé bourgmestre. Très dévoué à ses compatriotes il avait su les aider, les soulager, ce qui porta ombrage au perfide oppresseur; pour cette raison il était indésirable.

A cette occasion fut célébrée, à l'église métropolitaine une messe pontificale avec Te Deum, à laquelle assistaient le conseil communal au complet, tous les employés de la ville et nombre d'autorités.

L'église était bondée comme au Te Deum du 15 novembre; les Malinois répondirent généreusement à l'appel de l'administration, et rendirent un hommage éclatant au vaillant premier magistrat de la ville.

Il y eut cortège à 11 heures. La réunion eut lieu au Grand Marché, toutes les sociétés, les écoles de la ville, étaient présentes et parcoururent les rues de la cité, et se rendirent ensuite à l'hôtel de ville.

A midi, aux sons de la grande cloche et du carillon, parut au balcon le Bourgmestre suivi par Son Eminence le Cardinal, la famille Dessain, et le conseil communal. Les musiques jouaient l'hymne national.

Le bourgmestre harangua le peuple.

Toutes les semaines dans toutes les églises paroissiales de Malines et dans les autres églises de l'archevêché une messe de Requiem fut chantée pour le repos de l'âme des soldats tombés. Le nombre de fidèles qui y assistaient était considérable.

Le mercredi 11 décembre 1918, sur la proposition du conseil communal un service solennel fut célébré à l'église métropolitaine par Mgr. Mierts, doyen du Chapitre, avec assistance pontificale de Son Eminence le Cardinal, pour les soldats de Malines tombés au champ d'honneur.

Un grand catafalque était placé au milieu de l'église, entouré des drapeaux des différentes sociétés de la ville.

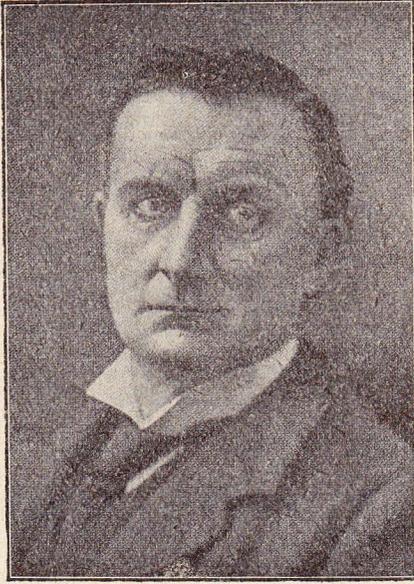
L'assistance, qui avec l'autorité communale vint rendre hommage à nos glorieux morts était extraordinairement nombreuse. »

Des pillages dans le genre de ceux de Muisen eurent également lieu à Anvers. Un long cortège d'hommes et de femmes venaient de la gare de marchandises, des quais du port, emportant une large part de butin consistant surtout en provisions alimentaires. Il était de toute urgence de rétablir l'autorité régulière. Les frontières étaient à peu près libres pendant quelques jours, de nombreux voyageurs entraient dans le pays et en sortaient sans contrôle. Ce fut aussi une occasion propice pour importer des marks échangés ici au cours forcé de 1.25 francs.

Le montant trouvé sur quelques-uns de ces trafiquants prouve que ces importations étaient considérables. A Esschen sur une personne, on trouve un million de marks, Bergen-op-Zoom, Rozendael, Putten, Ossendrecht et d'autres localités frontalières ressemblaient à des bourses ouvertes au commerce d'argent.

Beaucoup de citoyens mirent un très grand empressement à rentrer dans leur contrée, bien impatients de connaître la situation à Anvers et dans les environs. Quelques soldats s'étaient évadés du camp d'Uden qui n'était pas situé à une grande distance de la frontière. A ce propos nous empruntons avec plaisir une relation, faite par le Dr Verdeyen, dans son ouvrage « België in Nederland ». Il nous décrit la façon dont ses compatriotes célébraient dans ce camp l'annonce certaine de la délivrance dès le 13 octobre :

(1) Le jeudi 23 janvier 1919 Joseph Denyn est revenu en bonne santé dans sa ville natale rentrant de l'Angleterre après un bannissement de quatre ans.



L'Ancien ministre anglais Edward Grey.

« La première joie, véritable, pure, bienfaisante, goûtée par les exilés fut celle du 13 octobre 1918, quand l'avis suivant fut publié à la poste :

« Selon le « Bossche Courant » l'Allemagne accepte les conditions de Wilson, elle évacuera les territoires occupés. Cette acceptation est faite par le peuple allemand tout entier. »

Les liens, qui avaient enchaîné, pendant quatre ans les exilés, se brisèrent, ce fut une explosion de joie sauvage, indomptable. Exultante, la foule, semblable aux vagues roulantes de la mer, fouettée par une vibrante harmonie se rendit au porte-étendard pour porter un salut exalté au drapeau belge nouvellement reconquis. Puis elle se précipita vers les habitations des employés, traversa tout le Villa-Park et retourna au campement des fugitifs en criant, en chantant toujours :

En Keizer, kom maar af
Aan den Yzer (bis)
En Keizer, kom maar af
Aan den Yzer is uw graf.

(Empereur, venez à l'Yser, Empereur venez, à l'Yser est votre tombe.)

Vieux et jeunes, raidis et souffrants, tout le monde dansa — les boucles des cheveux pendaient le long des visages carmins, — les jupes volaient agitées par le balancement des pieds bien que sabotés, les fenêtres étaient entrebaillées, on acclama et cria le triomphe dans un délire effréné.

Le soir au théâtre où le senator Vercruyse parla de sa visite au front, la scène recommença, les milliers d'auditeurs sentaient d'instinct ce que personne n'avait osé dégager de l'avis sus-mentionnés, la Paix était proche la Paix si longtemps attendue, c'était la fin du rêve horrible, de l'exil. Avec un enthousiasme dénué de toute fausseté on entonna le refrain populaire du Chant de Liberté :

« Laat onze oude driekleur wapperen,
Haal er de vreemde vlaggen neer.
Heil onzen Koning! Heil onze dapperen!
België ziet zijn kinderen weer. »

(Laisser flotter nos trois couleurs, retirez les drapeaux étrangers. Honneur à notre Roi! Honneur à nos vaillants! La Belgique revoit ses enfants.)

Ce jour là les Néerlandais et les Anglais de passage, témoins de ces scènes purent se rendre compte pour la première fois peut-être de la façon exubérante dont les Belges savaient manifester leur bon-

heur qui leur avait été ravi quatre années durant : pour les Belges eux-mêmes ce fut le réveil de sentiments puissants et nobles qui se donnaient spontanément libre cours.

Anvers attendait avec impatience son Roi et sa Reine. Il est intéressant de citer à ce sujet un récit de Barbarossa, rédacteur en chef du «Telegraaf».

« A la Marne j'avais vu la fin d'un empire. Le héros y fut chassé de la scène ; rien de plus naturel que par idée de contraste je voulus voir à Anvers le renouveau d'un royaume ; la résurrection de la Belgique libre. Mais, le passe-port demandé au Grand Quartier Général n'arrivait pas ; le temps passait.

« Allez de votre propre chef », me dirent les autorités qui avaient demandé pour moi le laissez-passer, choisissez un endroit où les Allemands viennent de partir où les avant-postes belges ne sont pas encore arrivés. »

Ce conseil amical fut suivi à la lettre et le lundi soir par Baerle-Nassau j'entrais en Belgique.

La nuit était brumeuse, le chemin très long, avant d'atteindre Turnhout la première gare. Je ne rencontrais pas un seul homme, je n'entendis aucun bruit. Tout était silencieux dans ce coin de la campagne. A gauche et à droite de la chaussée, bosselée et marécageuse, s'étendaient des flaques d'eau, l'herbe haute y poussait ; de ci, de là une habitation villageoise vétuste, misérable dont les fenêtres étaient hermétiquement closes, rompait la monotonie du paysage, on craint encore toujours les «Duts» errants.

Pour le moment ils sont cependant matés. Après un quart d'heure de marche, j'en rencontrais une demi-douzaine. Ils avançaient comme des voleurs dans la nuit, poussant devant eux des charrettes de la Croix-Rouge.

« Un camarade mourant », me dit l'un d'eux d'une voix rauque, quand je les arrête ; et l'autre a une jambe amputée », ajoute un deuxième. Ils ne veulent pas rester par peur de la vengeance du peuple Belge. »

J'entendis gémir doucement le moribond et ils continuaient leur route sur l'accotement de sable, le long des pavés, afin d'adoucir quelque peu la violence des chocs de la voiture. C'était un des derniers restes de cette puissante armée, qui devait occuper Paris, après trois mois de campagne, battre la Russie en trois semaines et après six mois dicter sa volonté au monde entier !

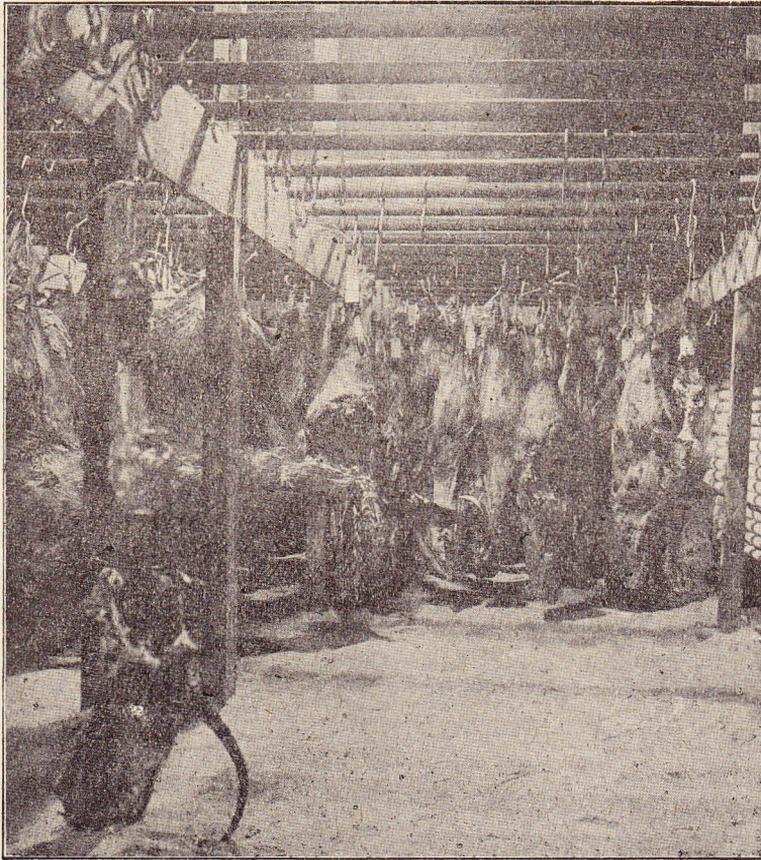
Par cette nuit silencieuse, pensant à la marche du monde, respirant l'odeur de la tourbe brûlante qui flotte dans l'air de la campagne, j'arrive à Turnhout. J'entre dans un petit hôtel. J'y rencontre un groupe de jeunes gens de Zaandam et une gentille demoiselle Hollandaise, ils ont traversé la Belgique en vélo, ils se font un plaisir de me raconter les dernières nouvelles.

Le matin, à 5 heures, un vicinal m'amène à Anvers. Malgré l'heure matinale, la ville est en pleine activité pour la décoration. On se dispose à recevoir demain dignement le Roi Albert. Les carreaux brisés sont remplacés, les panneaux des portes sont renouvelés, bref tout ce qui rappelle le passage de l'ennemi d'une façon très barbare, disparaît immédiatement.

L'entrée du Roi ! Quelle réception splendide !

Le majestueux hôtel de ville disparaît sous les drapeaux ; je sens se réveiller la fierté du Sinjoor qui va recevoir son Souverain chez lui. Et malgré moi, je me rappelle ce même hôtel de ville qui à d'autres époques est morne et silencieux pendant 360 jours de l'année et ne s'est animée qu'à l'occasion de visites faites en des circonstances exceptionnelles, telles qu'aux jours des fêtes nationales.

Involontairement mon esprit se porte plus loin. Je me représente une Reine, portée dans le cœur de tout un peuple ; dans un noble geste elle rend



Cave froide pour la conservation de la viande.

son affection et son activité à tous ses sujets, son dévouement à tout son pays.

Je dois ajouter encore que le « Telegraaf » est reçu à bras ouvert et que malgré son costume peu officiel on lui fait cependant immédiatement une place parmi les invités officiels.

Je vois le couple royal monter les marches, j'entends des « Vive le Roi ! » et j'entends les nobles paroles qu'un bourgmestre, adresse cordialement, fièrement à son souverain, au nom de ses concitoyens, j'écoute la réponse courte, sympathique du Roi-soldat.

A côté du roi Albert, que la vie a fait pousser comme un chêne au milieu de ses soldats, se tient la tendre Reine au regard intelligent, doux et résolu. Je me rappelle la conversation que j'ai eue dans le tram de Turnhout avec ce simple paysan de la campine. Il me racontait avoir vu exploser une grenade à dix mètres de la Reine ; elle n'avait pas froncé les sourcils. Dans ce tram bruyant régna un moment de silence, en signe d'admiration pour le stoïcisme de cette femme aimée.

A midi, j'assistais sur un des boulevards au défilé des troupes. Le soldat Belge est magnifique. Court et gros, il a le même dégagement qui caractérise nos soldats ; pendant qu'ils passent en rangs nombreux, il monte en moi, Hollandais neutre, un sentiment de reconnaissance vers ces héros. Ne sont-ce pas ces jeunes gaillards qui ont en même temps préservé leur pays et le mien de l'écrasement qui aurait eu lieu s'ils n'avaient pas reçu le choc d'abord à Liège et Haelen, puis à l'Yser.

Le moins que nous ayons pu faire pour eux, c'est d'avoir donné à leurs compatriotes fugitifs une part de notre pain.

En de pareilles circonstances, l'homme apprend à être modeste !

Le 5^e régiment, les soldats de l'Yser ! défile avec le drapeau orné du grand cordon de la croix Léopold ; la décoration flotte sur la poitrine de tous ; au rythme cadencé de leurs pas, et plus fortes que jamais montent les ovations ; les mouchoirs et les chapeaux sont agités dans des gestes convulsifs.

« Ils ne seront pas moins acclamés à Paris », dit une vieille dame derrière moi. Je me rends compte que je suis à mi-chemin Amsterdam-Paris, il me vient l'envie irrésistible d'aller serrer la main d'un de « nos chargés d'affaires à l'étranger. »

Je me rends chez une autorité Belge, il secoue pensivement la tête quand il voit mes papiers officiels : une simple billet et une recommandation.

— Je ne sais rien faire pour vous, me dit-il amicalement, mais allez à la sûreté militaire, peut-être trouvera-t-on là, un moyen de vous faire arriver à Paris.

La Sûreté militaire siège à la Cour de justice, bâtiment auquel les Allemands ont laissé l'aspect d'une écurie.

« La seule chose que je puis faire pour vous, » me dit l'inspecteur, « est de vous donner une attestation que vous pouvez-vous rendre à Gand au Grand Quartier Général. Mais, je ne sais pas comment vous y arriverez, il faudra trouver vous-même le moyen. Mais, pour moi, il importe d'obtenir le premier papier officiel, le reste sera jeu d'enfant. A l'intendance militaire, on met immédiatement à ma disposition une auto et le lendemain matin, à six heures et demie, je suis en route pour Gand en compagnie d'un capitaine.

Dans l'épais brouillard, le chemin est peu sûr, une multitude d'autos, de camions se croisent. Ce sont les transports pour ravitailler uniquement cet-



Le président Wilson.

te IIe division; les voitures restent en route pendant 20 à 24 heures. Nous en passons une vingtaine, qui sont de blocques, quelques-unes ont glissé dans les fossés, d'autres se sont écrasés contre les arbres.

« Ne m'en parlez pas, dit le capitaine, tout ceci n'est rien en comparaison de ce que nous avons vécu. » A présent, nous voyageons avec des lumières, mais, il y a quelques mois, tout se faisait dans l'obscurité, c'est à ne pas comprendre comment nos hommes en sont sortis.

A Gand règne une animation intense. Tout le monde y passe, le Grand Quartier Général, ressemble à une fourmillère. Les bureaux suivaient l'armée en marche, installés hier, ils partent aujourd'hui.

— Bureau de la circulation ? demandais-je.

— Marché au Lin, mais dépêchez-vous, ces messieurs partent pour Bruxelles.

Je suis au Marché au Lin.

— Vous voudriez aller à Paris ? Hum ! Cela ne sera pas facile. Nous n'avons pas l'autorisation de laisser partir les étrangers : pour le « Telegraaf » nous ferions naturellement exception, mais je le regrette, voyez-vous, nous plions bagages, nous partons, mais, si vous vous rendez demain au bureau du gouverneur militaire, je ne doute pas un instant que vous obtiendrez satisfaction.

Gand est un trésor de ville : un musée en grand, mais il y fait obscur à 4 heures ; à 9 heures du matin tout y est encore fermé, et il n'y a rien à faire avant cette heure.

Le lendemain au bureau du gouverneur.

— Vous êtes le correspondant du « Telegraaf ». Cela me fait plaisir. A Paris. Alors vous ne devez pas être ici. Vous devez vous adresser au Quai de Brabant. Là vous recevrez toute satisfaction, n'en doutez pas. Tout est encore un peu en désordre, cela vous le comprenez, mais vous arriverez à Paris.

Quai de Brabant.

— Naturellement, naturellement, vous aurez l'autorisation de partir, mais, ici c'est uniquement pour les Belges. Vous devez être au Kauter. Bonne chance et les saluts à Foch.

Le Kauter.

— Vous voulez aller à Paris, mais, alors vous

ne devez pas venir ici. Vous devez aller au Quai de Brabant.

— Mais j'en viens, on m'a envoyé ici.

— Impossible. Prenez un guide, il vous montrera le chemin. Cela doit être une méprise. Ici c'est la censure.

Je cours encore cinq autres bureaux, puis j'en ai assez.

Si par le chemin officiel je ne parviens pas à atteindre mon but, j'essaierai si un moyen officieux ne me réussira pas.

Je prends la route pour Bruges et me payant de hardiesse je fais arrêter les autos qui se dirigent vers la ville. Mais, hélas, les rares unités qui passent, sont bourrées de prisonniers militaires, exilés malheureux, tous Italiens ou Russes, vêtus de guenilles, ils regardent comme éperdus. Je pense de nouveau à la vermine allemande et je rebrousse chemin. Je rencontre des officiers Français au Marché au Blé, ils sautent au cou du « Telegraaf », et m'invitent à les accompagner en auto à Bruxelles et de là, vers Louvain, Liège, Cologne.

— Je dois aller à Paris, leur dis-je.

Ils ne savent me donner un moyen d'y arriver ; je dois à regret décliner l'invitation qu'ils me font de tout cœur.

Le soir au « Servetje », je rencontre un sous-lieutenant du corps d'aviation qui à travers la ville plongée dans l'obscurité me traîne chez le chef du parc d'aviation.

— Il y a ici six avions allemands abandonnés, il en part demain trois à Joinville-le-Pont. Si vous voulez nous accompagner ?...

J'ai dû, je crois laisser inconsciemment tomber la tête sur la poitrine ; ceci m'arrive souvent aux moments de grande émotion.

— Demain matin, sept heures et demie avec le lieutenant de Vleugenaere !

De la pièce voisine apparaît un jeune homme cordial aux yeux bleus d'acier, blond comme une femme de Rubens.

— Monsieur nous accompagne demain. Vous prendrez vos dispositions.

— Très bien, major !

Pendant que les deux officiers parlent, je me sens pris d'étourdissement. Moi, souffrant de la peur de l'espace, m'élever dans les hauteurs ! Moi, qui, à une élévation de trois mètres au-dessus du sol ressens déjà l'envie de sauter en bas ? Quelle perspective !

Cette nuit-là, je rêvais sept fois, que je dégringolais du mont Everest. En tremblant, je me rends le matin vers le champ d'aviation, où on s'occupe activement du contrôle des appareils.

Lieutenant de Vleugenaere se tient auprès de sa machine, le moteur roulotte gaiement. J'examine ce moyen de locomotion qui me fait peur. C'est un appareil puissant très récent; un Gotha, bariolé de toute façon pour le camouflage, et dans toutes ces parties éparses je vois déjà un symbole de tous mes membres dispersés quand nous dégringolerons tout à l'heure.

L'appareil porte un nom : « Mein Finckche ».

Je pense à tous mes pinsons d'Amsterdam que je ne reverrai peut-être plus jamais.

De Vleugenaere suit mon regard.

— Quand un aviateur allemand avait abattu trois adversaires, il pouvait donner un nom à son appareil, me dit-il.

— Est-ce que les Allemands n'y auraient pas caché l'une ou l'autre machine infernale qui ferait éclater l'appareil après le 10.000ème tour d'hélice ? lui demandais-je avec un sourire forcé.

— Nous verrons bien cela quand nous serons là haut, répondit le lieutenant, tout en écoutant avec complaisance le moteur qui travaille d'une manière irréprochable.



Dans la tranchée avant une attaque.

J'endosse un complet d'aviateur, un chapeau qui s'enfoncé sur la tête, puis je monte dans le « Gothia » et je regarde avec attendrissement la terre divine, qui ne me fut jamais plus chère.

— Lachez tout, commande l'aviateur et nous frotons l'herbe, nous sommes détachés de la terre ; je plane...

J'éprouve une sensation agréable, je regarde autour de moi. Je suis assis commodément sur une chaise, dans une vaste cabine, chauffée électriquement ; devant moi, je vois le dos large du pilote ; j'ai tout à coup confiance en lui.

A mes pieds se trouve un livre, je l'attire prudemment vers moi : « Logik und Zufall » de Dr Rudolf Bernauer. Le directeur de « Mein Finckche » l'a laissé visiblement là. Etranges chinois, que ces allemands, et je me représente comment ce seigneur, pendant qu'il jetait des bombes, chercha à résoudre par devers lui le problème de savoir, pourquoi son projectile traversa précisément ce toit, tuant cette femme et ses enfants et non pas sa voisine et sa famille ?

Je suis relié téléphoniquement avec le pilote qui à un moment donné me cria de son ample voix.

— Si nous faisons une petite culbute ?

— Faire quoi ? lui demandais-je apeuré.

— Looping the loop, comme vous appelez cela, je crois. Mes cheveux se dressent sur la tête, j'ai dû pousser un cri extraordinaire, car je vois le large devant moi se secouer de rire.

Nous volons plus loin et je jette un regard vers le sol.

La terre m'apparaît comme un gâteau brûlé, couvert de petites croustilles. Je ne vois rien de la vie

humaine. Je pense philosophiquement à des réputations enflées, à des amis prétentieux, qui croient remplir l'immensité ; ils ne sont que des atomes perdus dans l'espace.

Je contemple « Mein Finckche » et demande à de Vleugenaere si les ailes ne se détachent jamais.

— Une fois sur cinquante, me répondit-il en riant.

— Celui-ci est précisément mon 50e appareil depuis le 22 août 1914.

Ce serait donc à son tour. Je regarde : « Logik und Zufall » puis fort inquiet j'observe les ailes qui me semblent bien frères.

Je vois de Vleugenaere étendre largement sa main gauche et devant moi s'étend tout brillant : Paris !...

C'est une tache de lumière dans l'immense azur bleu ; il me semble entendre une voix puissante qui, de la terre, monte jusqu'à moi. Cette voix est celle de la justice, elle retentit de nouveau ; elle s'est étendue en cri de triomphe sur toute la terre, elle a invité tout ce qui est juste et droit à commencer une meilleure vie.

Le Dôme des Invalides étincelle d'un éclat doré dans le temps d'hiver ; tranquille et majestueux, il paraît le soleil de la France.

De Vleugenaere manœuvre et nous descendons ; la France reçoit « Mein Finckche » comme une amie longtemps attendue.

La ville que je vis il y a un an, sévère, comme mordant des dents, est devenue plus vivante et plus joyeuse et le « sourire de France joue de nouveau sur ses lèvres, les yeux s'ouvrent de nouveau ironiquement. Mon séjour y est très court. Une auto me conduit en course rapide comme le vol, le long



Dans une usine de munitions.

de villages en ruines à travers des villes détruites, dont les bâtiments béants, laissent un profond sentiment de tristesse. Je file par Gand, longeant le beau canal, encombré par des vaisseaux coulés — tout ce qui flottait sur l'eau a été torpillé par les messieurs. — Je m'impatiente devant les ponts détruits, j'ai hâte de rentrer, de pouvoir écrire tout ceci dans le charmant Sas de Gand, après avoir pris amicalement congé de mon aimable guide de Vleugenaere. Je le remercie cordialement des attentions qu'il a eu pour moi et quand je lui serrais vigoureusement la main, il me regardait d'un air inquisiteur en me disant :

— Avez-vous vu qu'en face de Bruges j'ai jeté quelque chose par dessus bord ?

— Ce petit paquet noir ?

— Oui... c'était ça !...

Il était parti. Et je me demande encore toujours ce qu'il y avait dans ce paquet ?

Anvers avait reçu le couple royal avant Bruxelles.

Liège, pendant tous ces jours, était encore investie d'Allemands.

Un correspondant du «Telegraaf» qui visitait la ville, écrivait :

« A Visé, il règne un mouvement intense. Dans la rue qui conduit vers le pont, il y a une file interminable de camions, d'autos, de cuisines roulantes, etc. Presque tous les soldats portent la cocarde rouge et sur les autos flotte le drapeau de la

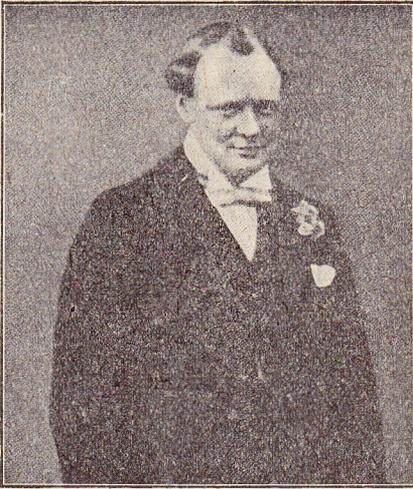
révolution. Dans une grande maison, au pont, est affiché de façon très visible : «Soldatenrath von Visé.» Dans la rue règne un mouvement extraordinaire. Quoique le pouvoir est passé des mains des officiers entre celles des soldats, tout se passe néanmoins de façon fort convenable.

Les citoyens Belges peuvent circuler librement, ils portent les couleurs nationales et ont arboré le drapeau tricolore. Les habitants ne contiennent pas leur joie.

La petite ville jadis si belle, porte encore partout les traces des dévastations du 15 et 16 août 1914. Beaucoup de maisons ont cependant été reconstruites et réparées.

Le mouvement devient de plus en plus intense au fur et à mesure que l'on approche de Liège. Nous passons à côté de trains militaires, d'autos, de camions dont tous les desservants sont pressés d'occupation, nous passons inaperçus. Nous nous sentons de plus en plus à notre aise. Encore une demi heure de marche et nous serons à Liège.

La joie s'y donnait libre cours, de longues kyrielles d'hommes parcouraient les rues en chantant. Presque pas de maison sans drapeau. Nous y avons appris que des citoyens avaient déchiré des draps en avaient teint une partie de noir, une autre en jaune, une troisième en rouge, coussus le tout et fixé à un bâton. Les drapeaux improvisés passaient par les lucarnes ; ils voulaient ainsi coûte que coûte participer à l'allégresse commune. Les oriflammes flottaient aux tours des églises et sur les po-



Le ministre anglais Winston Churchill.

teaux téléphoniques. Les étudiants attiraient spécialement l'attention. Ils parcouraient la ville en tous sens, portant les drapeaux de toutes les nations alliées. Les écoliers qui avaient reçu congé ne restaient pas inactifs. Dans une rue nous rencontrâmes une troupe de prisonniers anglais. Ils traversaient la ville sans aucune garde, ils furent acclamés partout. Nous apprîmes également que des groupes de prisonniers étaient revenus de l'Allemagne il y a quelques jours.

Sur les plaines : Place du Théâtre, Place Verte, et surtout à la Place St-Lambert, la rumeur allait croissante. De tous les cafés sortit le bruit des chants et des voix joyeuses. Ce va et vient entravait la circulation, à tous moments de lourds camions traversaient ces foules. Les soldats allemands vendaient en partie, leurs équipements à des prix insignifiants. Des vélos, des souliers, des vestes, des casques furent abandonnés pour des prix dérisoires.

Les journaux néerlandais que nous avons apportés reçurent le meilleur accueil, celui qui était à même de les lire en donna connaissance aux camarades.

Devant beaucoup de fenêtres étaient exposés les portraits des Souverains entourés de fleurs et de verdure. A notre retour par Berneau nous eûmes l'occasion de voir la nouvelle ligne de chemin de fer et le viaduc, appelé à juste titre une belle œuvre d'art. Des trains parmi lesquels des wagons de la Croix-Rouge chargés de blessés roulaient continuellement sur le pont, en direction vers l'Allemagne. Mais nous dûmes nous presser de rentrer, car la nuit tombait.

Nous pûmes quitter sans la moindre difficulté, ce pays qui pendant quatre ans avait gémi sous le joug odieux de l'opresseur.

Entretiens les Allemands se retiraient toujours. La façon dont cette retraite s'effectua nous est décrite par un correspondant de la même feuille en Rhénanie.

« C'est pour un journaliste neutre, qui vient voir la « grande patrie », un aspect extrêmement impressionnant que le retour des armées de l'empereur en fuite. Les mêmes villes qui ont acclamé en août 1914 l'armée allemande entrant en guerre sont maintenant les témoins de son retour humiliant; la défaite catastrophale du puissant militarisme allemand est navrant. Aux gares de certaines villes telles : Cologne, Coblenze, Aix-la-Chapelle, les milliers de soldats débarquent et inondent la ville. Pas d'autorité qui leur demande leur passe-port, aucun employé de police, aucun « Feldwebel », — l'image stéréotypée d'avant-guerre, — qui balance

encore devant le soldat le sceptre de sa puissance. Les chemins ruraux qui conduisent vers les villes rhénanes sont encombrés de colonnes d'autos, de voitures, de chevaux, de vaches volées, de cochons et de soldats devenus commerçants. Ils sont pourvus de tout, ils ont du pain, du riz, du lard, de la viande, ils vendent malgré les défenses des conseils des ouvriers et soldats, une grande partie de leurs provisions aux populations affamées. De nombreux soldats, les officiers à leur tête, portent des brassards rouges ou ont hissé le drapeau rouge à leur automobile. La population éperdue regarde ce spectacle, elle ne saurait pas encore comprendre tout ce qui est arrivé.

Dans les cafés, dans les rues, on voit souvent des soldats, liant conversation et commentant les événements des dernières semaines. Les militaires soutiennent qu'ils ignoraient la situation intérieure de leur pays.

Ils disent :

« Nous ne savions rien de tout cela au front, car nous ne recevions plus de journaux depuis quatre semaines. Nous trouvons étrange que l'empereur s'est enfui en Néerlande. Il est donc déserteur. Ils ajoutent ironiquement : Pourvu qu'il ne demande pas l'amnistie. »

La retraite des armées allemandes, malgré Hindenburg, le conducteur stratégique, dégénère souvent en déroute. Il arrive souvent que les soldats abandonnent les autos et les camions qui leur sont confiés, jettent tout au milieu de la rue et s'en vont chez eux. C'est la désorganisation qui s'accroît. Des officiers cherchent vainement leurs hommes. Les conseils d'ouvriers et de soldats, essayent de maintenir l'ordre dans ce chaos. Ils ont lancé des proclamations disant que les soldats doivent obéir aux officiers et aux sous-officiers.

Malgré ces tentatives, les conseils n'ont pas, en général, la puissance nécessaire, et ne se trouvent pas dans la possibilité de rétablir la discipline; tout ordre est abandonné; il leur est même extrêmement difficile de la maintenir là où elle existe encore. Les officiers qui ne fréquentent les conseils que par nécessité le savent bien. Ils se présentent toujours devant le président le sourire au lèvres, ayant l'air de dire : Attendez, notre tour reviendra. » Toute la population civile de la Rhénanie est hantée par trois inquiétudes. La première crainte est celle de la famine qui prend des aspects terribles. Les prix des aliments de première nécessité ne sont pas à payer. A cause du transport intense de l'armée par chemin de fer il est impossible d'assurer des denrées alimentaires, car pour le moment tout le trafic est réservé aux militaires. Des militaires et toujours des militaires débordent partout.

Les mots qui résonnent continuellement dans la région sont : faim et soldats !

La réception de l'armée battue est triste, monotone, piétre. L'enthousiasme de 1914 a fait place à une espèce d'agonie. Les privations empêchent les manifestations à l'occasion du retour. La deuxième crainte est celle de l'anarchie. On n'appréhende pas en Rhénanie, l'anarchie causée par les événements politiques en Allemagne. On ne craint pas l'anarchie provoquée par le régime d'Ebert, ni par le radicalisme de Liebknecht et par ses partisans. On craint seulement l'anarchie conséquence inévitable de la faim. Celle-ci entraîne le meurtre, le pillage, le vol disent les civils; ils regardent avec frayeur les soldats, ils attendent du secours d'Amérique. Pour un Allemand observateur objectif il est assez curieux de constater, que ce n'est pas la situation politique qui est cause des soucis journaliers de la population, mais bien la situation économique. Les civils ne parlent pas de la révolution; avec la grande indifférence qui les caractérisaient comme exécuteurs dociles des ordres impériaux, ils obéissent maintenant aux injonctions des Conseils des soldats. Il semble qu'ils ne saisissent pas ce que représente un Conseil d'ouvriers et des soldats

dans la Prusse réactionnaire. On peut affirmer avec certitude que la Rhénanie n'est pas révolutionnaire.

La troisième crainte est celle de l'occupation des troupes alliées. Des voix s'élèvent déjà pour affirmer que les armées allemandes ont fait beaucoup de mal dans le pays envahi, et qu'il n'y aura rien d'étonnant dès lors que les troupes françaises et les autres instituent un régime purement militaire, calqué sur le régime Prussien « nach preussischem muster. »

Cette appréhension domine tout pour le moment. Puis, la population a peur de devoir entretenir les garnisons étrangères, elle croit que le pays ne sera pas en état de le faire vu le manque de vivres. Ils s'imaginent fermement que dans ce cas les « sonst so hofflichen Franzosen », les Français toujours si polis se comportent comme des pillards, des mauritriers, des voleurs.

Il se pose aussi pour la population une autre question : Est-ce que le Rhin restera Allemand ? Deviendra-t-il le centre d'un Etat autonome ou, est-ce que le territoire sera complètement perdu ?

Il est intéressant d'enregistrer sur ces questions, l'opinion des habitants.

Quelques-uns, surtout ceux qui ont assez de la guerre disent : « Cela m'est égal, d'autres — et ceux-ci forment la majorité — « Nous laissons la révolution à Berlin. Liebknecht et Scheidemann peuvent faire ce qu'ils veulent, mais le Rhin doit rester Allemand... les Français n'en veulent d'ailleurs pas. »

Cependant, ils ne chantent plus : « Die Wacht am Rhein », et l'hymne pangermaniste : « Deutschland, Deutschland über alles ! »

* * *

Oui, le retour de l'armée fut sombre et tragique. Le parti des pangermanistes voyait tout avec colère, avec le désir de vengeance au cœur. L'effondrement de la puissance militaire, l'occupation prochaine des provinces du Rhin, la perte de l'Alsace-Lorraine... C'était des noix bien dures à croquer. Mais ce parti était réduit au silence. Le nouveau gouvernement envoya aux soldats sur le chemin du retour un salut de bienvenu.

Berlin, 21 novembre.

« Camarades !

La République Allemande vous souhaite de tout cœur la bienvenue dans votre patrie. Vous êtes allés en guerre pour une patrie, dans laquelle vous n'aviez rien à dire et où une poignée d'hommes influents s'étaient partagés le pouvoir. Vous deviez uniquement combattre et vous taire cependant que des centaines de mille de camarades moururent à côté de vous. Vous revenez maintenant dans votre propre pays ; à l'avenir, plus personne n'aura rien à dire ou à décider si ce n'est le peuple lui-même. La révolution s'est frayée un chemin. Vous, nous, dans le pays Allemand, tous sont libres, notre république socialiste doit entrer comme la plus libre de toutes dans la société des nations.

Vous ne trouvez pas seulement tous les droits politiques qui vous furent refusés, mais, votre sol natal, vous appartiendra économiquement ; plus personne ne vous y exploitera ou vous traitera en domestique. Le gouvernement du Reich, qui a reçu autorité de vos camarades et des ouvriers, veut vous procurer de l'occupation, vous protéger dans votre travail, vous donner plus de revenu ; il veut introduire la journée de 8 heures, secourir les chômeurs, développer les assurances en cas de maladies, diminuer la crise du logement, il socialisera les services publics pour atteindre ce but. Tout ce programme est en voie d'accomplissement, il est réalisé partiellement dans certains domaines.

Rentrez et soyez les bienvenus ; tels des hommes qui seront les soutiens de la nouvelle république et de son avenir. Certes, vous trouvez chez nous pénurie de matières alimentaires et de biens économiques. Dans le pays règnent le besoin et la

privation. Le travail en commun, la solidarité peuvent seuls nous aider. Une Allemagne qui possède un gouvernement stable et fort, appuyé par les ouvriers et les soldats, peut seule obtenir, de ceux qui jusqu'à présent étaient encore ses adversaires, ce pourquoi vous avez combattu depuis quatre ans : la Paix !

Le conseil des plénipotentiaires du peuple,
(s.) Ebert, Haase, Scheidemann, Dettmann,
Landsberg, Barth.

Des communiqués journaliers furent publiés relatant le mouvement des troupes. Les Allemands annonçaient le 21 :

« Au chef de l'état major général de la 6me armée française :

L'arrière garde de l'armée allemande atteint le 21, la ligne suivante : Ligne de chemin Eindhoven, à Neerpelt, les localités Hasselt et Looz.

Le quartier général de 4e armée Allemande. »
Une partie des troupes passa par le Limbourg Hollandais, pour abréger la route. Les chemins en territoire Belge étaient encombrés. A Spa, où était réunie la commission d'armistice, les Allemands signalèrent cette situation. Ils publièrent même l'avis suivant :

« Dans la séance plénière de la commission d'armistice, tenue aujourd'hui 23, le général Nudent annonça, que le maréchal Foch avait refusé, sans indiquer de motifs, d'apporter des adoucissements aux conditions de l'armistice, il refuse donc aussi de modifier la durée du temps, accordé pour l'évacuation. »

Il fut établi une fois de plus, cartes en main, qu'il était impossible de faire rentrer en ordres par des chemins, aussi étroits une armée de 3 millions d'hommes. Dans sa réponse, le général Nudent déclara qu'il ne pourrait plus à l'avenir, prendre en considération de pareilles communications. Les difficultés étaient bien connues, mais les dates fixées étaient invariables. Nous devons accepter la situation telle qu'elle est ; l'Allemagne avait accepté les conditions de l'armistice, il faut les exécuter. Si elle eut refusé d'y souscrire, sa situation n'aurait pas été meilleure.

Le général Winterfeld lut alors une note de protestation.

L'attitude des Français est tout aussi intransigeante à la commission spéciale de la reddition du matériel ; des moyens de transport, du retour des prisonniers. Les exigences émises pour la livraison de la qualité du matériel sont pratiquement inexécutables. Quoique le général Foch eut connaissance de la difficulté d'exécution, lors de la signature, il veut cependant expliquer la nécessité des conditions, prises pour avantager la France. »

Le général Winterfeld lut aussi la protestation suivante :

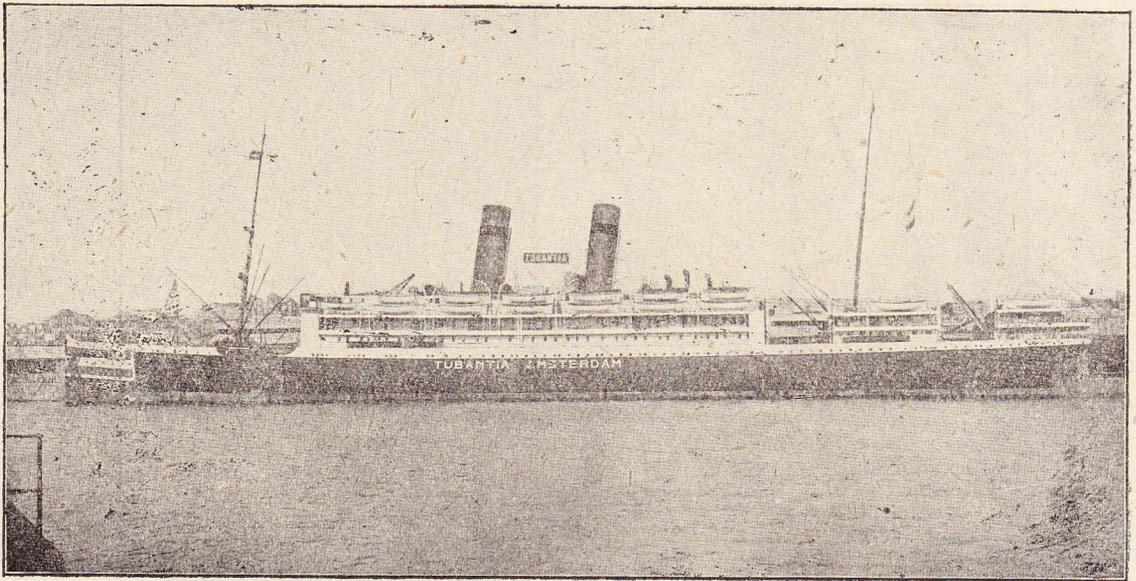
« La direction militaire Allemande annonce :

En contravention avec les clauses de l'armistice, qui stipulent que l'ennemi suivra nos troupes, de façon à ce qu'il restera régulièrement 10 km. de distance entre les deux forces armées ; les troupes françaises sont entrées le 17 novembre, à six heures, à Schlettstadt, ils ont arrêté et interné plusieurs de nos divisions. Les parlementaires que nous avions envoyés sont revenus sans avoir obtenu gain de cause ; le télégramme que nous avions adressé au groupe d'armées de Castelnau est resté également sans résultat. »

* * *

Le passage par le Limbourg Hollandais soulagea nos contrées. La Hollande agissait de bonne foi. Cependant du côté de l'Entente s'élevaient de fortes critiques. Le gouvernement Néerlandais y donna la réponse suivante :

« A la suite d'informations parues dans les journaux étrangers, concernant le passage de troupes Allemandes de Belgique vers l'Allemagne à travers



Le navire hollandais "Tubantia", coulé dans la mer du Nord par les pirates allemands.

le Limbourg et l'attitude prise par le gouvernement Néerlandais, vis-à-vis de torpilleurs Allemands et de remorqueurs, arrivés en Hollande, venant d'Anvers, le ministre des Affaires Etrangères communique ce qui suit :

1. Les conditions de l'armistice qui entra en vigueur le 11 novembre, étaient telles qu'il ne dut plus être tenu compte de l'éventualité d'une reprise des hostilités. Le maintien de l'internement de troupes n'avait par conséquent plus aucune raison d'être et la mise en liberté des prisonniers des deux pays, s'imposait. Le gouvernement résolut d'y procéder d'autant plus vite que le gouvernement Britannique fit savoir que cette mise en liberté de prisonniers allemands dans notre pays, ne provoquerait de sa part, aucune objection.

Dans ces conditions il était inutile de surcharger la Néerlande d'un grand nombre d'internés et cela à un moment, où les secours accordés à des multitudes de réfugiés du Nord de la France et à l'attente d'un grand nombre de prisonniers de l'Entente, mis en liberté en Allemagne, faisait naître de grandes difficultés pendant cette période anormale, au point de vue de l'alimentation de l'entretien, du logement et du transport. L'intérêt des populations du Nord de la Belgique s'opposait à un refus à la demande Allemande, car, d'après des informations reçues des conflits armés n'étaient pas impossibles entre les troupes allemandes disciplinées et les autres ; la population en aurait inévitablement subi le contre-coup pour elle-même et pour ses biens.

Le gouvernement résolut alors d'accorder le droit de passages aux troupes régulières allemandes, qui aux conditions de l'armistice devaient avoir quitté la Belgique en un laps de temps déterminé, à la condition formelle que les armes et le matériel de guerre dûment contrôlés, seraient abandonnés en Hollande. »

Cette résolution fut communiqué verbalement, le lendemain matin aux ambassadeurs étrangers, accrédités et invités au département des Affaires Etrangères, c'est-à-dire aux ambassadeurs des Etats-Unis, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne et de l'Italie. Aucune objection ne fut émise contre cette détermination.

2. Conformément à la proclamation de notre neutralité, les vaisseaux de guerre, des puissances belligérantes, qui entrent en territoire Néerlandais, sans que cette entrée est justifiée par les conditions, prévues dans cette déclaration, doivent être inter-

nés ; il a été agi conformément à ces stipulations avec les torpilleurs allemands, venant d'Anvers.

3- Il est reconnu, que le gouvernement Néerlandais, n'autorise pas le passage à travers son territoire vers l'Allemagne, de vaisseaux enlevés à des propriétaires Belges. Les vaisseaux qui ne sont pas dans ce cas, sont libres de naviguer vers l'Allemagne.

Entretiens, le roi lança une proclamation à son armée :

Officiers, Sous-Officiers, Soldats !

Vous avez bien mérité de la Patrie !

Votre résistance héroïque à Liège, à Anvers et à Namur a imposé à la marche des hordes ennemies un retard qui devait leur être fatal.

Pendant plus de quatre années vous avez bravement défendu dans les boues de l'Yser le dernier lambeau de notre territoire.

Enfin, achevant de forcer l'admiration universelle, vous venez d'infliger à l'ennemi une sanglante défaite.

L'opresseur qui terrorisait nos populations, profanait nos institutions, jetait aux fers les meilleurs de nos concitoyens, exerçait partout l'arbitraire et le despotisme, est définitivement vaincu. L'aube de la justice s'est levée, vous allez revoir vos villes et vos campagnes, vos parents et tous ceux qui vous sont chers.

La Belgique reconquise par votre vaillance vous attend pour vous acclamer.

Honneur à nos blessés. Honneur à nos morts.

Gloire à vous, Officiers, Sous-Officiers et Soldats.

Je suis fier de vous. Je vous ai demandé beaucoup : toujours vous m'avez donné votre concours sans compter.

La gratitude et l'admiration de la Nation vous sont acquises.

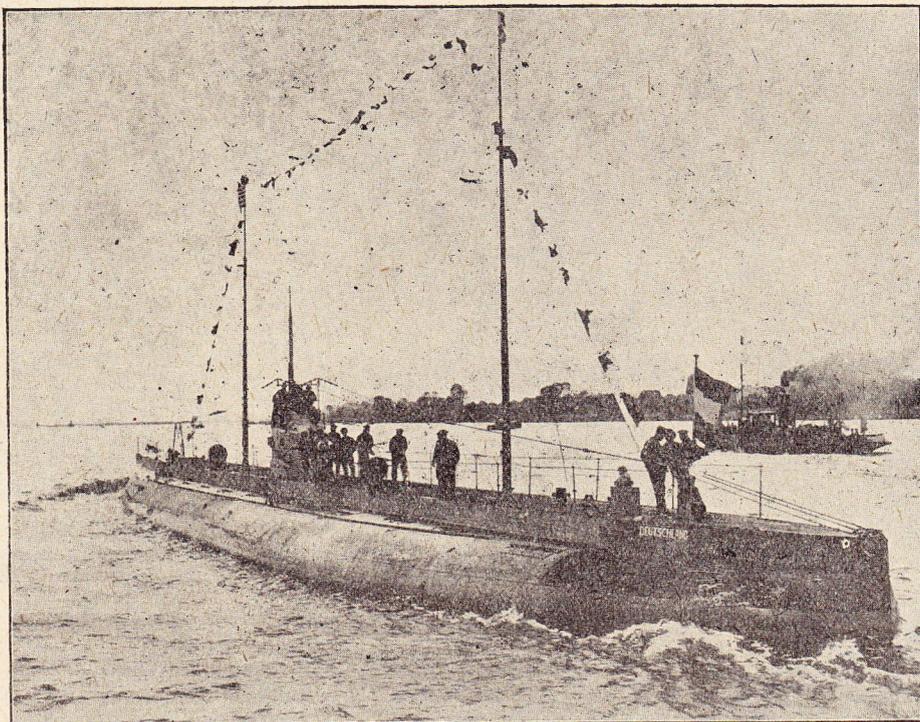
(s.) ALBERT.

Il était temps cependant que notre armée arrivât afin de maintenir l'ordre.

La situation fut menaçante pendant quelques jours... la conduite du peuple lui-même, en était particulièrement la cause.

D'ici de là on entendit parler de pillage et d'actes de vengeance sur les personnes accusées d'avoir entretenu des relations avec les Allemands.

Quand le peuple perd la raison, le pays tremble dans ses fondations.



Le sous-marin "Deutschland", qui a fait, pendant la guerre, le trajet sous mer de Kiel à New-York.

Des avis comme les suivants étaient significatifs et reflétaient les craintes du moment.

« L'administration communale d'Anvers fit déclarer par le tribunal qu'elle n'était pas responsable des pillages récents, provoqués par l'état de siège. »

Et ceci.

« La garde civique a dû agir énergiquement à Malines en ces derniers jours, entre autres à la gare de marchandises à Muisen, où des wagons de munitions ont fait explosion ; à la gare centrale où stationnaient des wagons de brownings et où des gens imprudents s'exerçaient au tir. Des soldats allemands laissaient moyennant cinq marks, pénétrer les civils dans des magasins d'approvisionnement ; chacun put enlever à sa convenance tout ce qu'il était capable de porter. Quelques spéculateurs profitèrent de ces occasions et transportèrent des charges entières. »

Une information envoyée au «Telegraaf» après l'arrivée des troupes Belges, n'est pas moins suggestive ; elle rappela les événements survenus.

« Nous passions ce soir quelques heures dans la ville de l'Escaut. Nous étions arrivés en vélo de Bruxelles par Vilvorde, Epepegem, Sempst, Malines, Waalhem, Contich, Vieux-Dieu et Berchem, où régnait partout un calme complet.

Anvers est tout aussi calme et l'on n'aperçoit rien des bruits qui circulent selon lesquels Anvers serait en état de siège. Au quai, les sentinelles Belges postés de-ci, de-là, demandent les passe-ports ou les cartes d'identité ; plus au nord dans la campagne de petites patrouilles gardent les routes vers la Hollande, de sorte que les petits voyages de Hollande vers la Belgique et vice-versa, sont terminés.

« Hier soir, quelques troubles eurent lieu, mais, la police sévit immédiatement et opéra plusieurs perquisitions à la suite des pillages des jours antérieurs.

« Dans sa rubrique locale le « Handelsblad » communique à ce sujet des détails piquants, entre autres comment on découvrit dans une maison de la rue de la Sambre, 88 sacs d'avoine, 5 sacs de farine et 2 sacs d'orge. A Berchem, dans une habitation, la police ne trouva pas moins de sept mille

draps de lit, dans une autre 600 kgr. de farine. »

Les journaux invitaient au calme. Ainsi on put lire dans une feuille de Gand cet extrait précieux à conserver parce qu'il caractérise bien l'esprit qui régnait pendant ces jours :

« Il y a naturellement beaucoup de joie dans nos contrées à présent délivrées du joug étranger.

« Ce serait contraire à la nature de ne pas se réjouir. Il est tout aussi impossible que cette joie ne se manifeste de l'une ou l'autre manière.

« Nous devons d'ailleurs penser que si notre région est libérée, il reste encore plus d'une partie de notre pays sous le joug de l'opresseur.

« Nous sommes encore toujours en temps de guerre. La vie et les relations en porteront encore longtemps le poids et les conséquences. Des Belges, nos frères et nos sœurs, souffrent encore maintenant ce que nous avons souffert pendant quatre ans. Nous avons toutes raisons de nous réjouir, mais nous avons également des motifs pour ne pas laisser dégénérer cette joie en manifestations désordonnées.

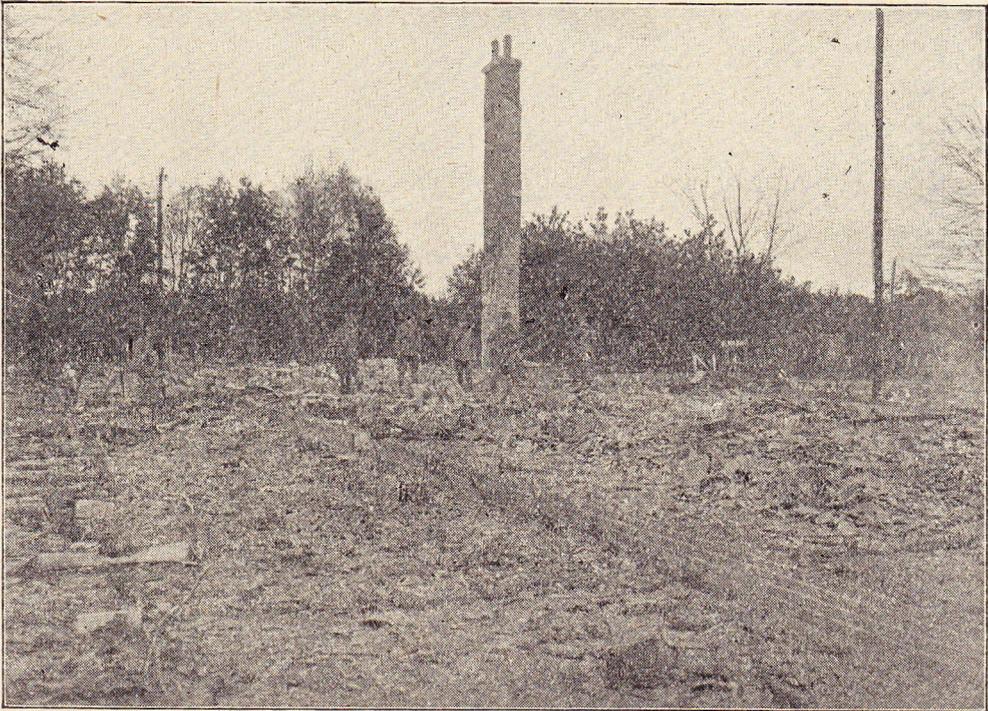
De même que nous devons comprendre la mesure du bonheur nous devons aussi comprendre la mesure de la liberté que nous avons reconquise.

« La liberté, réelle, bien comprise, n'est pas de l'indiscipline. Dès le début de notre libération il convient que nous vivions comme si le pouvoir régulier n'avait pas cessé un moment d'exister et de conduire votre vie publique.

« Nous ne devons surtout pas perdre de vue que nous n'avons pas le droit d'exercer la justice nous-même suivant notre jugement, quand il nous semble que l'un ou l'autre voisin ou connaissance aurait pu agir de travers sous la protection de l'étranger.

« Nous ne sommes pas désignés ni en qualité de vengeurs, ni en qualité de juges : la vie se vengera elle-même et les tribunaux jugeront en connaissance de cause. Nous, nous ne pouvons pas le faire.

« Soyons intelligents : réjouis de notre libération, oui, mais sans dissipation ; réjouis de telle façon que nous impositions silence à notre penchant de vengeance et que nous restions dans les limites de



Après un incendie au front allemand dans les Vosges.

notre mission.

» Chacun le sien, ainsi le méchant n'aura rien. »

A Bruxelles surtout, la situation avait été très critique. Bruxelles est la capitale; elle donne souvent le ton au reste du pays.

Il régnait de l'inquiétude à Bruxelles, disions-nous précédemment, et non sans raison. Des scènes violentes y eurent lieu.

On appréhendait le pillage. A la banque Josse Allard parurent le 12 novembre, six soldats allemands, qui prirent une attitude comme s'ils représentaient l'autorité nouvelle. Ils inspectèrent les livres et les coffres-forts et enlevèrent environ 100,000 marks.

De pareilles infractions se produisirent encore ailleurs. Des pillards étaient en tournée. Ils avaient jeté leur dévolu sur les dépôts militaires, surtout depuis la gare du Nord, jusqu'à celle de Schaerbeek, où étaient rangées une grande quantité de wagons et d'autos.

On dut y établir une surveillance sévère : mais elle ne pourrait être réellement efficace qu'à partir du moment où les soldats Belges seraient rentrés.

Il fallut encore prendre patience ! Notre armée ne put avancer qu'au fur et à mesure du recul de l'armée ennemie.

Des boutiques furent pillées. Les soldats vendirent à la rue, les meubles enlevés dans les maisons.

La soif d'argent et la cupidité se manifestaient d'une façon inquiétante.

Des individus louches étaient toujours prêts à acheter le butin ou à le dérober.

Monsieur Lemonnier protesta contre cette manière d'agir auprès du Conseil des Soldats.

Celui-ci répondit que ces précédés allaient à l'encontre des ordres donnés et promit de dédommager pour les dégâts causés.

Le soir on brûla dans le parc des montagnes de papiers apportés des bureaux.

Le Conseil des Soldats adressa une proclamation aux militaires :

Soldats, attention !

La gare du Nord est fermée à la population bel-

ge afin de faciliter le départ des soldats.

L'évacuation étant organisée on ne fait que nuire en se rendant sans raison à la gare du Nord.

Soldats, ne buvez pas !

Soldats, nous ne menons pas une lutte contre des épaulières et cocardes d'officiers, mais pour une Allemagne libre. N'attachez donc pas trop d'importance à des signes extérieurs, d'autant que la majorité des officiers prennent activement part à nos efforts.

Des soldats ont malheureusement commis des actes de pillage dans divers quartiers de la ville. Nous sévirons impitoyablement chaque fois qu'un cas de l'espèce se présentera, la propriété privée belge se trouvant sous la protection absolue du Comité central des Conseils des Soldats du Grand-Bruxelles.

L'administration communale de Bruxelles fait pla-carder un appel à la population et un arrêté.

Voici l'appel :

A la population de Bruxelles et des faubourgs.

Chers concitoyens,

Dans quelques jours, nous serons délivrés de l'occupation ennemie.

Au milieu des épreuves douloureuses que vous avez supportées avec tant d'endurance et de courage pendant plus de quatre années, vous avez fait preuve d'un sang-froid et d'une grandeur d'âme qui font l'admiration du monde entier.

Il importe à votre honneur que vous montriez les mêmes vertus au moment de l'affranchissement et de la réparation.

Chers concitoyens,

Conservez votre calme et votre dignité.

Évitez toute provocation.

Attendez pour manifester publiquement votre joie que le Drapeau National soit arboré à l'Hôtel de Ville.

Nous vous demandons de prêter à vos magistrats communaux — qui siègent en permanence dans vos hôtels de ville — un concours sans restriction en vue d'assurer le maintien de l'ordre public.

Qu'aucun incident pénible ne vienne altérer la noblesse et la pureté de la victoire que nos armes ont remportée. Il y va de l'honneur et de la réputation de la capitale et de la Belgique.



La reine Wilhelmine en tournée d'inspection pendant la retraite des Allemands sur terrain néerlandais

(Suivent les signatures des bourgmestres des seize communes du Grand-Bruxelles.)

Quant à l'arrêté « considérant que les événements en cours ont provoqué des manifestations de nature à nuire aux intérêts du pays ; considérant qu'il importe de prévenir des désordres qui, dans les circonstances actuelles, pourraient avoir les conséquences les plus désagréables ; il interdit tout rassemblement et cortèges. »

Les socialistes affichèrent aussi une proclamation, adressée au peuple :

L'heure de la délivrance va sonner !

L'Empire allemand s'effondre sous les coups des armées de l'entente et de la Révolution.

Le peuple belge, réintégré dans ses libertés, revendiquera avant tout, de l'Allemagne nouvelle, la réparation totale des méfaits de l'Allemagne d'hier.

Dans le domaine international, pour assurer la paix du monde, il aidera, de tout cœur, au triomphe des principes de Wilson par la création de la Ligue des peuples. »

Le parti exigera l'établissement du suffrage universel à 21 ans, la suppression de l'article 310 du Code pénal, la punition des traîtres et des accapareurs et un impôt sur les bénéfices de guerre.

Mais à cette fin devait régner le calme, il était indispensable de ne faire aucune manifestation inopportune.

Dans la nuit du 12 au 13 novembre, des gardes civiques et des agents de police furent inquiétés et même poursuivis par des soldats allemands.

Le conseil communal tint une séance secrète et résolut d'envoyer deux lettres, l'une au gouvernement Allemand, l'autre au gouvernement Belge, insistant dans les deux écrits sur la nécessité d'une évacuation rapide de la capitale. On attira spécialement l'attention du gouvernement Allemand sur le danger que provoquait la présence de soldats anarchistes.

Le marquis de Villalobar se rendit à Gand, le 13 : pour mettre le Roi à la hauteur de la situation menaçante qui existait à Bruxelles.

Le représentant Néerlandais, monsieur Van Vollehoven, négocia en même temps avec le Conseil des Soldats, qui était responsable de l'ordre.

La Vème armée avait d'ailleurs reçu l'ordre de partir. Les troupes en retraite traversaient toute la journée la ville et les faubourgs.

A l'Athénée, rue du Chêne, on établit un asile pour de nombreux prisonniers Anglais, Russes et Italiens, qui avaient travaillé dans les environs et avaient été mis en liberté. Des civils recueillirent chez eux beaucoup de ces malheureux.

Monsieur Beco, gouverneur du Brabant, adressa à son tour, le 12 novembre, une proclamation aux habitants de la province :

Aux habitants de la province du Brabant,

L'occupation ennemie du pays va finir.

La province de Brabant est de plein droit rétablie dans son intégrité territoriale et administrative.

Avec la Députation permanente du Conseil provincial, je reprends les fonctions que j'avais reçu l'ordre de quitter dès l'arrivée de l'ennemi.

Demain, le Roi, la Reine, nos troupes triomphantes rentreront.

Attendons ces jours d'allégresse dans le calme et la confiance qui conviennent à notre Patrie, dont l'attitude doit rester ce qu'elle fut dès le premier jour de la guerre : l'exemple du monde.

La Justice belge reprend son cours.

S'il est des coupables à rechercher et des crimes à punir, ayons confiance dans la vigilance des parquets et des tribunaux.

Facilitons au Comité National, cette admirable institution de salut public, la tâche de notre ravitaillement.